

Jean-Claude TRICHET

Président

Banque centrale européenne

C'est un grand plaisir d'être ici à la Banque de France, membre de cette famille monétaire d'Europe que nous appelons l'Eurosystème, avec tant d'amis et tant d'éminents responsables, praticiens, universitaires et banquiers centraux, dont la proportion dans la salle est, je dois le dire, extrêmement impressionnante. C'est aussi un grand plaisir de présider ce premier panel.

Laissez-moi donc dire quelques mots sur ces questions de productivité et de compétitivité et notamment, pour reprendre ce que disait Christian Noyer il y a un instant, sur la comparaison évidemment naturelle entre deux très vastes économies continentales, la zone euro et les États-Unis. Depuis les années quatre-vingt, comme tout le monde le sait, la croissance annuelle du PIB en volume de la zone euro a été inférieure d'un point environ à celle des États-Unis. Il est encore plus important de noter que la croissance du PIB en volume par habitant s'est elle aussi inscrite en retrait sur cette période. Cette insuffisance de convergence de la production par habitant vers les niveaux enregistrés aux États-Unis traduit une moindre efficacité des marchés du travail européens et reflète des taux de participation et un nombre moyen d'heures travaillées plus faibles. De plus, depuis les années quatre-vingt, on pourrait même dire depuis le début du premier choc pétrolier, l'écart entre les taux de chômage européen et américain s'est creusé : on observe environ 3 points de chômage supplémentaires en Europe par rapport aux États-Unis. Je crois qu'il ne faut pas pour autant sous-estimer les progrès qui ont été enregistrés en Europe en termes de productivité du travail jusqu'au milieu des années quatre-vingt-dix, période pendant laquelle s'est produit un phénomène de rattrapage. Depuis, on observe le phénomène inverse. Lorsque l'on compare les productivités horaires européenne et américaine, l'inversion des tendances au milieu des années quatre-vingt-dix est frappante. Ainsi, dans les années quatre-vingt, le taux de croissance annuel de la productivité horaire était de 2,5 % en Europe et de 1,3 % seulement aux États-Unis. Il y avait donc un écart positif à l'avantage de l'Europe, nous étions en période de rattrapage

du retard de productivité du travail. Mais, et c'est très surprenant, sur la période 1996-2004, les États-Unis sont passés de 1,3 % à 2,5 % et l'Europe est passée au contraire de 2,5 % à 1,3 %, c'est-à-dire exactement les mêmes chiffres mais inversés, ce qui veut dire que le rapport relatif des croissances de productivité a changé dans une proportion presque de 1 à 4, avec une croissance deux fois plus rapide aux États-Unis que dans les années quatre-vingt et au contraire deux fois moins rapide en Europe.

Il ne m'appartient pas d'apporter des réponses mais plutôt de poser certaines questions. Si je parviens bien à comprendre pourquoi on a observé aux États-Unis une accélération de la productivité du travail, grâce notamment aux travaux des éminents universitaires qui sont à cette table, je suis en revanche beaucoup plus perplexe face à la diminution spectaculaire des gains de productivité du travail observée en Europe, ce alors que nous vivons dans le même monde technologique et le même environnement mondial. Une conjecture que je vous soumets et que je soumets aux panélistes serait que, dans un environnement de changements très rapides du fait de la globalisation et des progrès scientifiques et technologiques, notamment dans le secteur des technologies de l'information et de la communication, le coût d'opportunité d'une relative inflexibilité des marchés en général et du marché du travail en particulier devient beaucoup plus important qu'il ne l'était auparavant. Peut-être est-ce l'une des pistes de réflexion pour comprendre un phénomène qui est *a priori* surprenant et, du point de vue de la zone euro, extrêmement regrettable.

Ceci bien entendu nous conduit à une réflexion sur la compétitivité qui fait partie des problématiques sur lesquelles ce panel doit se pencher. Indépendamment d'autres facteurs très importants et parfois décisifs en matière de compétitivité, je m'attarderai simplement sur les évolutions du coût unitaire du travail. Il a été surprenant de constater au sein de la zone euro que, même dans une zone à monnaie unique, même sans aucune possibilité d'ajustement par les variables monétaires, la flexibilité des prix relatifs des différents coûts unitaires de production et des évolutions réelles était supérieure à ce à quoi il était possible

de s'attendre. Nous avons des écarts d'évolution de coûts unitaires de production, du fait à la fois des traitements et salaires nominaux et des progrès de productivité, qui, sur six ans, sont supérieurs à 20 % pour les plus importants. Ceci évidemment nous conduit à recommander de porter une attention toute particulière à ces coûts unitaires de production. Il y a deux conséquences à tirer dans cette constatation.

Tout d'abord, une bonne nouvelle : en fait, au sein d'une zone à monnaie unique, la flexibilité est peut-être beaucoup plus grande qu'on ne le pensait auparavant. Il est possible d'y rattraper des retards de compétitivité, ou encore d'y modifier les compétitivités relatives.

Il y a aussi bien entendu un message d'appel à la vigilance : il faut regarder de près les évolutions des coûts unitaires de production. Ce sont des indicateurs essentiels au sein d'une zone à monnaie unique, ce qui ne surprendra d'ailleurs aucun des gouverneurs membres du Conseil des gouverneurs, et certainement pas non plus les membres du Directoire de la Banque centrale européenne. Beaucoup d'entre eux avaient dit avant l'entrée dans la zone euro : nous entrons dans une zone où il n'y a plus d'indicateurs de change, où il n'y a plus d'indicateurs de taux d'intérêt mais cela ne veut pas dire qu'il ne faut pas suivre avec une extrême attention d'autres indicateurs, et notamment les indicateurs de compétitivité.